



Communiqué de presse

Pour diffusion immédiate

Sommet Bush-Martin-Fox au Texas

La société civile dénonce les discussions en catimini des chefs d'État !

Montréal et Ottawa, le mardi 22 mars 2005. – À la veille du sommet réunissant George W. Bush, Paul Martin et Vicente Fox au ranch du clan Bush au Texas, les réseaux regroupant des organisations de la société civile dans les 3 pays de l'Amérique du Nord lancent un message clair aux 'trois amigos' : « **La sécurité humaine et les dommages sociaux causés par l'ALÉNA doivent être au cœur de l'agenda.** »

Le Réseau québécois sur l'Intégration continentale (RQIC) et Common Frontiers-Canada ont uni leurs forces à celles des réseaux de la société civile des États-Unis et du Mexique afin de combattre les intentions des trois chefs d'État de faire avancer le projet d'intégration en profondeur de l'Amérique du Nord. Ils ont adopté une déclaration commune à cet effet qui a été acheminée aux trois hommes politiques.

Le 23 mars prochain, il est prévisible que Bush, Martin et Fox discuteront l'idée de convertir l'Accord de Libre-Échange Nord-Américain (ALÉNA) en un « ALÉNA-plus », avec pour objectif d'intégrer les politiques et les régulations des trois pays afin de créer un régime unifié pour la région. Cette initiative inclut la création d'un pacte énergétique nord-américain, l'harmonisation des politiques migratoires et la définition de politiques communes de sécurité sous prétexte de protéger les citoyens contre le terrorisme.

Les réseaux sociaux du Québec et du Canada rappellent que ces discussions ont malheureusement cours loin des débats publics qui devraient avoir lieu dans chacun de nos pays et font fi d'une prise de conscience et d'une volonté d'un nombre croissant de parlementaires canadiens de revoir l'ALÉNA, notamment ses chapitres sur les investissements et sur le règlement des différends (Chap. 11 et 19). En effet, le *Sous-comité du commerce international* de la Chambre des communes a adopté le 16 février dernier, lors d'audiences publiques auxquelles le RQIC et Common Frontiers ont participé, une résolution à l'effet de demander au *Comité permanent des affaires étrangères* de se saisir du dossier de l'ALÉNA afin de formuler des recommandations au gouvernement canadien quant au contenu de l'accord.

« Il est impensable d'ouvrir des discussions sur un « ALÉNA plus » tant qu'un bilan exhaustif de l'ALÉNA ne sera pas réalisé et auquel l'ensemble des organisations de la société civile doivent pouvoir contribuer. Force a été de constater que les promesses faites par nos gouvernements quant aux retombées de l'ALÉNA sur le bien-être des populations de nos trois pays n'ont pas été tenues », ont affirmé les représentants des réseaux sociaux nord-américains.

Le RQIC et Common Frontiers entendent poursuivre leurs représentations auprès du gouvernement canadien pour s'assurer que les droits sociaux, économiques, culturels et environnementaux seront respectés et que les populations connaîtront une amélioration de leurs conditions de vie et de travail. Ils maintiendront la pression jusqu'à ce que le modèle de mondialisation et d'intégration actuel soit réorienté et intègre le principe de la suprématie des droits humains et sociaux sur l'intérêt privé et la logique du profit.

Le RQIC et Common Frontiers, co-organisateurs du deuxième Sommet des peuples des Amériques d'avril 2001 à Québec, sont membres de l'Alliance Sociale Continentale qui a joué un rôle déterminant face aux négociations de "libre"-échange au quatre coins du continent. Au Québec et au Canada, ils sont représentatifs d'un large éventail d'organisations issues du mouvement populaire, syndical, étudiant, écologique, des femmes, des églises, de défense des droits humains et de coopération internationale.

La déclaration adoptée par les 4 réseaux est disponible sur le site internet du RQIC et de Common Frontiers aux adresses suivantes: rqic.alternatives.ca et www.commonfrontiers.ca

Tous les médias sont invités à une conférence de presse **par téléphone**, le mardi 22 mars 2005, à 10h00. Depuis le Québec, le Canada et les États-Unis, composer le numéro de téléphone **1-877-323-2012**.

-30-

Renseignements :

Pierre-Yves Serinet, RQIC: Tél. (514) 383-2266 ext. 222; rqic@ciso.qc.ca

Rick Arnold, Common Frontiers: Tél. (905) 352-2430; comfront@web.ca